

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers :

En exercice : 48

Présents : 43

Séance du :

15 juin 2021

Date de publication :

23 juin 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze juin à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 9 juin 2021, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIMOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - SARRAUTON Thierry - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - PECOUL Christopher - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - DEBAISIEUX Jean-François donne procuration à MASQUELIER Frédéric

NON REPRESENTES : FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - CURTI Fabrice.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. PECOUL.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

*

PROJET DE REAMENAGEMENT DU FRONT DE MER DE FREJUS-PLAGE ET SAINT-RAPHAËL**ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES ET ELECTION DE MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPELS D'OFFRES**

*

- N° 72 -**AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

M. MASQUELIER, Président, expose :

Le Conseil communautaire a précisé, par délibération n°35 du 25 mars 2021, la notion d'intérêt communautaire, sur le territoire, des opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme.

Il a reconnu l'intérêt communautaire de l'opération de réaménagement complet du Front de mer sur les secteurs de Fréjus-Plage et du Bord de mer de Saint-Raphaël, en ce qu'elle renforcera l'attractivité touristique et économique du territoire de la communauté d'agglomération, dans le cadre d'une opération ayant un impact direct et indirect sur une grande partie du territoire.

L'objectif est notamment de procéder, sur le périmètre de l'opération, à une requalification ambitieuse des espaces publics, au renforcement de la végétalisation du site, au développement des mobilités douces (comportant la création d'un transport en commun en site propre (TCSP)) et à la réduction de la place de voiture, et de fait à un net accroissement des espaces de promenade et de loisirs pour les piétons. Il conviendra également de procéder à la modernisation des divers réseaux (eau, assainissement, pluvial).

Parallèlement, les deux communes souhaitent à l'occasion de cette opération d'aménagement améliorer, en lien avec les professionnels concernés, la qualité des espaces commerciaux (terrasses, devantures, enseignes...).

Il est également prévu la création, par la Régie d'Exploitation des Parcs de Stationnement publics de la ville de Fréjus, d'un parc de stationnement souterrain.

Enfin, la Régie des Ports Raphaëlois programme au port de Santa Lucia des réfections d'infrastructures diverses et des aménagements paysagers.

Ces actions permettront, au-delà de la valorisation des espaces publics, de renforcer le rayonnement et l'attractivité de cet espace majeur, et partant le dynamisme touristique, économique et commercial du territoire.

Il est bien sûr nécessaire de coordonner les interventions qui relèvent de l'opération d'aménagement en elle-même, menées par la communauté d'agglomération, et celles qui lui sont liées, menées par les deux villes et leurs deux régies. A cette fin, il est envisagé de constituer un groupement de commandes pour traiter des différents marchés demeurant à lancer sur le périmètre de l'opération, concernant donc la majeure partie du bord de mer entre, à l'Est, le Port de Santa Lucia à Saint-Raphaël et, à l'Ouest, la fin du Boulevard d'Alger à Fréjus et les espaces publics amenés à accueillir le TCSP qui seraient en bordure de ces voies.

Estérel Côte d'Azur Agglomération réalisant, au titre de ses compétences, la plus grande part des travaux, serait le coordonnateur de ce groupement.

Il convient donc que le conseil communautaire se prononce sur le projet de convention de groupement de commandes, puis procède à l'élection d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant appelés à siéger à la commission d'appels d'offres ad hoc qui sera constituée pour les différents marchés qui seront lancés dans le cadre de l'ensemble de l'opération.

Les membres titulaires et suppléants des commissions d'appels d'offres sont élus au scrutin de liste proportionnelle au système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

L'élection des membres de la commission d'appel d'offres se déroule au scrutin secret, sauf si l'assemblée délibérante décide, à l'unanimité, de ne pas y recourir, comme le permet l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Ceci étant exposé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1414-2, L.1414-3, L.1411-5, D.1411-3 à D.1411-5 et L.2121-21,

VU le code de la commande publique,

VU l'arrêté préfectoral n° 139/2021 en date du 18 mai 2021 portant modifications statutaires de la Communauté d'agglomération,

VU la délibération n°35 du 25 mars 2021 portant définition de l'intérêt communautaire en matière d'opérations d'aménagement, et déclarant d'intérêt communautaire le projet de réaménagement d'ensemble du front de mer de Fréjus-Plage et de Saint-Raphaël,

CONSIDERANT la volonté d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, de la commune de Fréjus, de la commune de Saint-Raphaël, de la Régie d'Exploitation des Parcs de Stationnement publics de la ville de Fréjus dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ainsi que de la Régie des ports Raphaëlois de constituer un groupement de commandes pour les marchés à passer au titre de cette opération et des interventions qui lui sont liées, groupement dont Estérel Côte d'Azur Agglomération serait le coordonnateur,

VU le projet de convention correspondant,

CONSIDERANT que le conseil communautaire doit élire un membre titulaire et un membre suppléant au sein des membres ayant voix délibérative de sa C.A.O. à la représentation proportionnelle au plus fort reste, en vue de siéger à la commission d'appel d'offres constituée à cet effet,

VU l'avis de la commission des assemblées,

Le Conseil communautaire est invité à :

AUTORISER l'adhésion d'Estérel Côte d'Azur Agglomération au groupement de commande pour le réaménagement du Front de mer de Fréjus-Plage et de Saint-Raphaël, à intervenir avec la commune de Fréjus, la commune de Saint-Raphaël, la régie d'Exploitation des Parcs de Stationnement publics de la ville de Fréjus dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière et la régie des ports Raphaëlois, groupement dont Estérel Côte d'Azur Agglomération sera coordonnateur.

AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention correspondante, jointe à la présente.

AUTORISER le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte d'Estérel Côte d'Azur Agglomération et ce sans distinction de procédures ou de montants, lorsque les dépenses sont inscrites au budget, ainsi que tout document nécessaire à leur exécution.

AR Prefecture

PRENDRE ACTE des candidatures à la commission d'appels d'offres ad hoc.

083-200035319-20210623-C-20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

DECIDER ou NE PAS DECIDER, à l'unanimité des membres présents, de procéder à un vote sur les candidatures à main levée.

PROCEDER à l'élection du membre titulaire et du membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

IMPUTER les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au budget.

AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à entreprendre toute démarche, à signer tout acte et tout document visant à rendre effective cette délibération.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. MASQUELIER, Président,**

PREND ACTE de la candidature de :

- Madame Josiane CHIODI comme membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Gilles LONGO comme membre suppléant de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Emmanuel BONNEMAIN comme membre suppléant de la Commission d'Appel d'Offres.

ET A SA DEMANDE,

APRES en avoir délibéré,

APPROUVE le rapport présenté,

A LA MAJORITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRÉSENTÉS par 44 voix pour et 1 voix CONTRE (M. SERT).

DECIDE à l'unanimité de procéder à un vote sur les candidatures à main levée.

PROCLAME :

- Madame Josiane CHIODI comme membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres, à l'unanimité,
- Monsieur Gilles LONGO comme membre suppléant de la Commission d'Appel d'Offres, à la majorité des membres présents et représentés par 43 voix et 2 voix pour Monsieur Emmanuel BONNEMAIN.

FAIT et DELIBERE en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE REAMENAGEMENT COMPLET DU FRONT DE MER SUR LES SECTEURS DE FREJUS-PLAGE ET DU BORD DE MER DE SAINT-RAPHAËL

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 relatifs au groupement de commandes,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE ENTRE :

La **Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération**, sise 624 chemin Aurélien, CS 50133 83707 SAINT-RAPHAËL Cédex, représentée par sa vice-présidente en exercice, madame Josiane CHIODI, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération, conformément à la délibération n° en date du ,

ET

La **Commune de Fréjus**, sise Place Formigé - CS 70108, 83608 FREJUS CEDEX, représentée par son Maire en exercice, Monsieur David RACHLINE, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la commune conformément à la délibération n° en date du ,

ET

La **Régie d'Exploitation des Parcs de Stationnement publics de la Ville de Fréjus dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière**, sise 84 avenue Aristide Briand, 83600 FREJUS, représentée par son Directeur Monsieur Marcel SABBAAH, en exercice, agissant au nom et pour le compte de la régie conformément à la délibération n° en date du ,

ET

La **Commune de Saint-Raphaël**, sise place Sadi Carnot, BP 80160, 83700 SAINT-RAPHAËL, représentée par son maire en exercice, Monsieur Frédéric MASQUELIER ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la commune conformément à la délibération n° en date du ,

ET

La **Régie des Ports Raphaëlois**, sise Place Sadi Carnot, 83700 Saint Raphaël, représentée par son Directeur Monsieur Mathieu BERTORA, en exercice, agissant au nom et pour le compte de la régie conformément à la délibération n° en date du ,

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « parties » ou « signataires » ou « membres ».

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Convention constitutive du Groupement de Commandes Front de mer

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération en date du 25 mars 2021, le conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération a défini la notion d'intérêt communautaire pour les opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme, pour lesquelles la communauté d'agglomération est compétente au regard de ses statuts.

Le conseil a également validé, au regard de cette définition, l'intérêt communautaire de l'opération de réaménagement du Front de mer sur Fréjus-Plage et Saint-Raphaël, opération qui renforce l'attractivité touristique et économique du territoire de la communauté d'agglomération et ayant un impact direct ou indirect sur une grande partie du territoire.

Il s'agit là d'une opération d'une envergure majeure, probablement la plus importante sur le plan architectural et paysager à l'échelle de la Côte d'Azur, depuis Port-Fréjus jusqu'au port de Santa Lucia.

Estérel Côte d'Azur Agglomération porte très fortement l'ambition de ce projet, qui dépasse le territoire de vie d'une population résidentielle déjà importante, car il s'agit aussi d'un territoire touristique d'ampleur européenne, qui accueille de nombreux résidents secondaires et visiteurs.

L'objectif consiste à redonner une identité forte à ces espaces publics du front de mer, pour créer une nouvelle identité contemporaine, tout en s'inspirant et en mettant en valeur le patrimoine architectural, culturel et paysager.

Parallèlement, il convient de développer pour l'ensemble des usagers les mobilités douces et de réduire la place de la voiture. La communauté d'agglomération souhaite implanter un mode de transport en commun en site propre (TCSP) et pourra à cette occasion poursuivre son programme de modernisation des divers réseaux relevant de ses compétences (eau, assainissement, pluvial).

Cette opération d'aménagement verra ainsi la création de promenades piétonnes, de zones de loisirs, la modernisation des espaces publics et leur végétalisation, la conciliation du confort et de la sécurité de l'utilisateur avec un fonctionnement fluide et une attractivité renforcée des espaces publics. Sera ainsi rendu possible la création de connexions avec les autres quartiers des communes concernées et les différents réseaux de transports existants.

Ces actions concourent toutes, au-delà de la valorisation d'espaces publics, à renforcer le dynamisme commercial par des aménagements de qualité en parfaite cohérence avec les espaces connexes comme sur l'ensemble du littoral. Soulignons que plus de 1600 activités commerciales sont implantées dans le périmètre du projet.

L'ensemble de cette opération d'aménagement menée par la communauté d'agglomération, ainsi que les travaux qui lui sont liés (parking, réaménagements commerciaux...) menés par les autres signataires de la présente, représente un budget prévisionnel de l'ordre de 50 millions d'euros.

La commune de Saint-Raphaël a initié pour sa part une procédure ambitieuse de requalification des espaces publics du centre-ville, consécutivement à la rénovation structurante menée sur le secteur du vieux port.

Ce projet s'accompagne de réflexions ou missions en cours sur la revitalisation du centre-ville, la création d'une charte des terrasses commerciales, l'amélioration du trafic routier, ... permettant, outre la rénovation de certains sites, de favoriser l'attractivité de cet ensemble balnéaire.

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Convention constitutive du Groupement de Commandes Front de mer

De même, à l'issue de l'opération d'aménagement, la ville de Fréjus est susceptible également d'intervenir en matière de terrasses commerciales dans une optique de renforcement de l'attractivité.

Complémentairement, la Régie d'Exploitation des Parcs de Stationnement Publics de la ville de Fréjus souhaite construire un parking souterrain d'environ 350 places sur le secteur géographique de la place de la République à Fréjus Plage.

La Régie des Ports de Saint-Raphaël pour sa part souhaite requalifier les terre-pleins de stationnement et sa promenade bord à quai du Port Santa Lucia. Des réfections d'infrastructures diverses et d'aménagements paysagers sont notamment requis.

Dès lors, afin d'intégrer et de coordonner utilement les interventions des différentes parties prenantes, celles-ci étant étroitement liées à la réalisation de l'opération d'aménagement d'intérêt communautaire à proprement parler,

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La présente convention est établie, en application des dispositions des articles L.2113-1, L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique, à l'effet de constituer un groupement de commandes pour la passation de tous contrats de commande publique permettant de répondre aux besoins propres des membres dans le cadre de l'opération de réaménagement complet du Front de mer sur les secteurs de Fréjus-Plage et du Bord de mer de Saint-Raphaël, et de définir les règles de fonctionnement dudit groupement.

ARTICLE II : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le groupement de commandes est constitué de :

- Estérel Côte d'Azur Agglomération,
- La Commune de Fréjus,
- La Régie d'Exploitation des Parcs de Stationnement publics de la ville de Fréjus dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière,
- La Commune de Saint-Raphaël,
- La Régie des Ports Raphaëlois dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière,

dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

ARTICLE III : MODALITES D'ORGANISATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

III.1. SIEGE ADMINISTRATIF

Les membres conviennent que le siège administratif du groupement de commandes est établi au siège de Estérel Côte d'Azur Agglomération.

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE

Reçu le 23/06/2021

Publié le 23/06/2021

Convention constitutive du Groupement de Commandes Front de mer

III.2. ADHESION

Chaque membre adhère au groupement par délibération de son assemblée délibérante ou toute autre instance habilitée à approuver la présente convention.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement.

Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence du premier marché passé dans le cadre de ce groupement de commandes.

III.3. ENGAGEMENTS DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Fournir au coordonnateur tout élément nécessaire à l'identification du besoin ;
- Participer à l'élaboration des pièces administratives et techniques ;
- Prendre connaissance et valider les pièces administratives et techniques dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- S'assurer de la bonne exécution des prestations qui le concernent ;
- Régler les prestations correspondantes ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché le concernant.

III.4. RESPONSABILITES DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution des contrats de commande publique dans les conditions prévues, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

À la suite de la notification des marchés par le coordonnateur du groupement, chaque membre s'assure de la bonne exécution des contrats de commande publique en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

ARTICLE IV : COORDONNATEUR

Le coordonnateur est le membre du groupement ayant la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation des marchés publics au nom et pour le compte des autres membres et procèdera, le cas échéant, à la réalisation de leurs modifications et à leur notification pour la bonne exécution du marché en accord avec chacun des membres du groupement.

IV.1. Désignation du coordonnateur

Estérel Côte d'Azur Agglomération est désignée par la présente convention coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur, en sa qualité de maître d'ouvrage principal de l'opération d'ensemble d'intérêt communautaire votée le 25 mars 2021.

IV.2. Missions du coordonnateur

IV.2.1- Durant la phase de procédure de passation

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Convention constitutive du Groupement de Commandes Front de mer

En tant que coordonnateur, Estérel Côte d'Azur Agglomération sera chargée de mettre en œuvre les procédures de mise en concurrence, de signer les contrats de commande publique et leurs éventuelles modifications qui seront d'intérêt communautaire.

Le coordonnateur pilote la procédure de passation du marché. A cet effet, il lui incombera de :

- Recenser les besoins (organiser, au préalable, les réunions de travail utiles entre les membres, recueillir leurs exigences techniques, présenter le projet) ;
- Préparer et rédiger l'avis d'appel public à la concurrence et le DCE ;
- Gérer les opérations de consultation normalement dévolues au pouvoir adjudicateur, telles que l'envoi aux publications, envoi des DCE aux candidats et/ou mise en ligne du DCE sur la plateforme www.marches-securises.fr, réception des plis, ouverture des plis, demande de compléments de candidatures et régularisation des offres le cas échéant, etc. ;
- Convoquer, conduire et suivre les réunions de la Commission d'Appel d'Offres et la commission MAPA ;
- Informer les candidats du sort de leurs candidatures et offres ;
- Procéder aux avis d'attribution ;
- Rédiger et transmettre, le cas échéant, le rapport de présentation en application des dispositions des articles R. 2184-1 à R. 2184-6 du Code de la Commande Publique ;
- Signer et notifier les marchés au(x) prestataire(s) retenu(s).

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

Il est convenu que le coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord des membres du groupement, toute décision pouvant entraîner le non-respect du programme et de l'enveloppe financière.

Dans tous les marchés publics passés par le coordonnateur, ce dernier doit avertir ses prestataires qu'il agit en qualité de coordonnateur du groupement.

IV.2.2- Durant la phase d'exécution

Chacun des membres du groupement sera responsable de l'exécution administrative, technique et financière du contrat ou de sa partie de contrat.

Le coordonnateur assurera la cohérence des travaux du prestataire à l'échelle du groupement de commandes.

ARTICLE V : PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Les procédures de passation retenues seront déterminées par le coordonnateur du groupement dans le respect de la réglementation applicable à la commande publique.

Il sera chargé de mener l'ensemble des procédures de commande publique nécessaires à cet aménagement, c'est-à-dire toutes les procédures liées aux diverses études (Maîtrise d'œuvre, Contrôle technique, Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, ...) et tous les marchés de travaux, de fournitures et de services nécessaires.

ARTICLE VI : COMMISSIONS D'ATTRIBUTION

Pour les procédures de mise en concurrence supérieures aux seuils de procédures formalisées, c'est la CAO qui attribuera les contrats et pour les procédures inférieures aux seuils c'est la commission procédure adaptée dite

MAPA.
AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021



- à la demande d'un membre, d'intervenir tout au long de l'exécution des prestations, d'effectuer tous les contrôles nécessaires au bon déroulement de ces prestations et de remettre, en tant que de besoin, les rapports de constat de réalisation ouvrant droit au paiement.

ARTICLE VIII : COMITE DE PILOTAGE

VIII.1. COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE

Il est composé du comité technique, des directeurs généraux des services de l'agglomération et des communes impliquées, des élus chargés de la thématique et des élus référents des membres.

Il pourra s'adjoindre toute personne compétente pour l'assister dans sa mission.

VIII.2. ROLE DU COMITE DE PILOTAGE

Le comité de pilotage prend toutes les décisions relatives à la vie du groupement de commandes.

Il valide les propositions techniques du comité technique relatives aux phases d'élaboration et de passation des procédures de la commande publique.

Pour les procédures inférieures aux seuils, il propose au pouvoir adjudicateur l'attributaire du (des) marché(s).

VIII.3. FONCTIONNEMENT DU COMITE DE PILOTAGE

Seuls les élus des membres du groupement votent. Ils disposent d'une voix délibérative par membre signataire.

Les élus ont la possibilité de se faire représenter, en donnant un pouvoir à un élu membre du comité de pilotage ou à un agent qu'il aura désigné. Ce pouvoir est matérialisé par un courrier ou courriel.

Les décisions sont prises à la majorité.

Il se réunit en tant que de besoin pendant les phases d'élaboration et de passation des procédures de la commande publique.

ARTICLE IX : DISPOSITIONS FINANCIERES

IX.1. FRAIS LIES A LA PROCEDURE DE PASSATION

La mission d'Estérel Côte d'Azur Agglomération en qualité de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou à indemnité.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché public sont supportés par le coordonnateur.

IX.2. CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER

Pour permettre au coordonnateur d'exercer son droit de contrôle, les membres du groupement tiendront à sa disposition un état des comptes pour le ou les marchés publics le concernant.

IX.3. PAIEMENT

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans son budget et assure l'exécution comptable du ou des marchés publics qui le concerne(nt).

Chaque membre assume le coût réel des prestations effectuées dans son domaine de compétences statutaires ou compétence technique. Les services compétents des membres seront désignés dans les dossiers des contrats de commande publique.

Chaque membre s'engage à payer directement le titulaire dans les conditions prévues à l'article R. 2192-10 du Code de la Commande Publique.

Les modalités d'émission des pièces de dépenses par les titulaires, dans le respect du montant maximum propre à chacun des membres, seront définies dans les pièces contractuelles des contrats de commande publique.

IX.4. GESTION DES SUBVENTIONS

Chaque membre du groupement est responsable de la gestion de ses propres subventions.

ARTICLE X : DUREE

Le groupement est constitué pour une durée courant à compter de la notification de la présente convention par le coordonnateur à ses différents membres, jusqu'à la disparition de tout lien contractuel entre les différents titulaires de contrats de commande publique pour la réalisation des opérations poursuivies (sauf résiliation prévue à l'article XIII), c'est-à-dire jusqu'aux réceptions définitives, totales et partielles.

ARTICLE XI : EXECUTION DE LA CONVENTION

La convention ne sera rendue exécutoire qu'après son dépôt auprès des services chargés du contrôle de légalité et sa notification par le Coordonnateur aux membres à la présente convention.

ARTICLE XII : MODIFICATION

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque l'avenant a été notifié à l'ensemble des membres du groupement.

L'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation relative au droit de la commande publique ne nécessitera pas la passation d'un avenant si elle n'a pas pour conséquence de modifier substantiellement la réglementation relative au groupement de commandes.

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C-20210615-72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Convention constitutive du Groupement de Commandes Front de mer

ARTICLE XIII : SORTIE DU GROUPEMENT - RESILIATION

La sortie du groupement n'est pas autorisée en raison de l'objet et de la nature du marché.

La présente convention pourra en revanche être résiliée d'un commun accord entre toutes les parties. Dans ce cas, il sera procédé à un constat contradictoire donnant lieu à un procès-verbal précisant les mesures conservatoires à prendre. Les conséquences de droit et financières seront, le cas échéant, et en l'absence d'accord entre les parties, soumises à juridiction compétente.

ARTICLE XIV : CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le Coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE XV : LITIGES

XV.1. Litige résultant des procédures de la commande publique

En cas de litige résultant de l'application des clauses des contrats, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Toulon.

En plein contentieux ou en contentieux de l'exécution, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

XV.2. Litige résultant de la présente convention

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à le formaliser par un écrit adressé par LRAR à chaque membre.

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle, notamment en organisant une conciliation en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre les partenaires. Les frais d'expertise sont partagés à part égale entre les membres du groupement.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, et à défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la formalisation par écrit du litige, sauf prorogation de ce délai admise à l'unanimité par les parties, ces dernières pourront soumettre leur litige à la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Convention constitutive du Groupement de Commandes Front de mer

La présente convention est établie en cinq (5) exemplaires originaux.

Fait à Saint-Raphaël, le

**Pour Estérel Côte d'Azur Agglomération,
Pour le Président et par délégation,
La Vice-Présidente déléguée**

Josiane CHIODI

Pour la commune de Fréjus

**Pour la Régie d'Exploitation des Parcs de
Stationnement publics de la Ville de
Fréjus dotée de la personnalité morale et
de l'autonomie financière**

David RACHLINE

Marcel SABBAH

**Pour la commune de
Saint-Raphaël**

Pour la régie des ports Raphaëlois

Frédéric MASQUELIER

Mathieu BERTORA

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_72-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Convention constitutive du Groupement de Commandes Front de mer